

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du Général De Gaulle  
BP 1354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 01/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CARRIERE HOLCIM HAUT-RHIN D'ALTKIRCH**

Chemin des carrières  
68130 ALTKIRCH

Références : 0195\_2022\_06\_17\_HOLCIM CAR ALTKIRCH\_VIIC PPC

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2022 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté chemin des carrières à ALTKIRCH (68130). L'inspection a été annoncée le 14/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur la vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 juin 2019 ainsi que sur celles de l'arrêté du 28 juillet 2021 portant sur l'utilisation de produits explosifs dès leur réception.

Compte tenu de la nature des constats, une partie d'entre eux sont considérés comme consultables mais non communicables en application de l'instruction du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées. Ces constats sont placés dans une partie annexe "confidentielle" du présent rapport. Cette partie n'étant pas publiée sur le site Géorisques mais tenu, au besoin, à la disposition des tiers légitimes à la consulter.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOLCIM HAUT-RHIN
- CHEMIN DES CARRIERES 68130 ALTKIRCH
- Code AIOT dans GUN : 0006700195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société HOLCIM HAUT-RHIN exploite une carrière de roche calcaire d'une superficie d'environ 80,85 ha. Elle est équipée d'installations de traitement de matériaux (à sec) et d'une station de transit de matériaux non inertes non dangereux. L'ensemble des matériaux extraits sont acheminés par bande transporteuse sur le site de la cimenterie appartenant au même groupe industriel.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des produits explosifs
- arrêté préfectoral portant mise en demeure du 31/12/2020
- suivi et entretien des installations
- moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Prévention envol de poussières	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, articles 2.3.1, 4.1.1 et 4.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesure des vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.7	/	Sans objet
Confinement des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 3 et Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8-1-1-XI	/	Sans objet
Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.6.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Quantités de produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 28/07/2021, article 3	/	Sans objet
Utilisation sur la période journalière	Arrêté Préfectoral du 28/07/2021, article 5	/	Sans objet
Registre	Arrêté Préfectoral du 28/07/2021, article 9	/	Sans objet
Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, articles 3.6.1 et 3.6.2	/	Sans objet
Suivi des vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.9	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vanne d'isolement pour le décanteur-séparateur d'hydrocarbures sepHC1	AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 2 et article 5.3.3 AP du 27/06/2019	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les exigences réglementaires associées à la gestion des produits explosifs, en particulier, les actions pour répondre à la mise en demeure du 31/12/2020 ont été menées. Concernant les moyens de rétention des eaux d'extinction incendie, il conviendra toutefois de transmettre la justification du volume de confinement retenu et de réaliser les travaux complémentaires garantissant l'étanchéité du bassin de récupération. Il sera proposé au préfet de lever cette disposition dès réception des compléments attendus.

Par ailleurs, il a été constaté des non-conformités concernant notamment les moyens incendie et les mesures de prévention pour réduire les envois de poussières auxquelles l'exploitant doit répondre dans un délai contraint.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Quantités de produits explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantités de produits explosifs
<b>Prescription contrôlée :</b> non communicable
<b>Constats :</b> non communicables
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Utilisation sur la période journalière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Utilisation sur la période journalière
<b>Prescription contrôlée :</b> non communicable
<b>Constats :</b> non communicables
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2021, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre
<b>Prescription contrôlée :</b> non communicable
<b>Constats :</b> non communicables
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Abattage à l'explosif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, articles 3.6.1 et 3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Conditions abattage à l'explosif
<b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 3.6.1: Détermination des plans de tirs <i>« Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir à l'aide d'un établissement ou bureau d'étude compétent en la matière, s'il ne peut justifier d'une compétence interne : [...], - les plans de tirs et les résultats des mesures doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »</i>  ARTICLE 3.6.2 : Foration <i>"[...] Un rapport de foration est systématiquement établi à l'issue de la foration. Il mentionne en particulier l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (faille, vide, karst, argile...) La qualité de la foration est vérifiée sous la responsabilité de l'exploitant. [...]."</i>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a examiné par sondage le dossier constitué par l'exploitant pour les tirs réalisés le 3 septembre 2021, le 18 octobre 2021 et le 24 mai 2022. Ces dossiers comprennent les plans de tirs et le rapport de foration.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suivi des vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.9
<b>Thème(s) :</b> Suivi des vibrations émises lors des tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] <i>S'agissant des contrôles de vibration, un tableau récapitulatif faisant état de :</i> - <i>les tirs réalisés au cours du semestre,</i> - <i>les résultats de mesures de vibrations,</i> - <i>les mesures mises en œuvre en cas de dépassement du seuil de vibrations autorisé.</i> <i>est joint aux résultats"</i>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a consulté le tableau de suivi des vibrations émises par les tirs de mines de l'année 2021 et 2022 sans relever d'anomalie.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure des vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.7
<b>Thème(s) :</b> Mesure des vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] <i>Par ailleurs il sera procédé <b>dans un délai de 1 an</b> à une mesure de vibrations au niveau de :</i> - <i>les habitations du quartier Ouest de la commune de Walheim (état initial et état ambiant):</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>ce point de mesure fera l'objet d'une concertation préalable avec la commune de Walheim,</i></li><li><i>la proposition du point de mesure sera portée à la connaissance du préfet,</i></li><li><i>le rapport de mesure sera également transmis à la commune de Walheim,</i></li></ul> <i>au 11 rue du Char St-Quentin, à Altkirch."</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant a rencontré la commune de Walheim le 14 septembre 2021 afin de déterminer la position du point de mesure. La localisation de ce point de mesure a été déterminé mais l'équipement permettant la réalisation de cette mesure n'a pas encore été mis en place. L'exploitant indique que cette situation devrait être régularisée avant la fin du 3 <sup>ème</sup> trimestre en même temps que l'installation d'un second point de mesure sur la commune d'Altkirch.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra au préfet dans un <b>délai de 3 mois</b> les résultats des mesures de vibrations obtenues sur les communes de Walheim et Altkirch associées à leur localisation et aux caractéristiques du tir.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vanne d'isolement pour le décanteur-séparateur d'hydrocarbures sepHC1

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/12/2020, article 2 et Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 5.3.3

**Thème(s) :** Vanne d'isolement pour le décanteur-séparateur d'hydrocarbures sepHC1

**Prescription contrôlée :**

*"Au plus tard le 30 juin 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 5-3-3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :*

*« Pour éviter tout rejet d'eaux d'extinction d'incendie par le décanteur-séparateur d'hydrocarbures (dit sepHC1) associé à l'aire imperméabilisée devant l'atelier (article 8-1-1-XI du présent arrêté), cet ouvrage doit être équipé d'un dispositif d'isolement (vanne, dispositif d'obturation,...), (...):*

- ce dispositif d'isolement doit pouvoir être mis en œuvre rapidement par l'exploitant en cas d'incendie ou accident,*
- une consigne de mise en œuvre doit être établie par l'exploitant [...],*

*(...). »"*

**Constats :**




La vanne d'isolement de l'aire imperméabilisée située devant l'atelier a été installée.

**Observations :** l'exploitant doit mettre en place la consigne interne de mise en oeuvre du dispositif de confinement et transmettre les justificatifs de bonne réalisation au préfet **sous 1 mois.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2020, article 3 et Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8-1-1-XI
<b>Thème(s) :</b> confinement des eaux d'extinction incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>"Au plus tard le 30 juin 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 8-1-1-XI de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :</i>  <i>« Confinement des eaux d'extinction : des dispositions sont prises pour éviter tout ruissellement direct des eaux d'extinction d'incendie :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>– dans la/les partie(s) en eau de la carrière,</i></li><li><i>– à l'extérieur du site.</i></li></ul> <i>A cet effet, pour le secteur de l'atelier et de la zone de stockage de carburant :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>– (...) l'exploitant adresse les éléments nécessaires à quantifier le volume d'eau d'extinction incendie à devoir confiner en cas d'un incendie au droit de ce secteur et les mesures techniques à réaliser, en plus du dispositif d'isolement du décanteur-séparateur sepHC1, pour pouvoir confiner ce volume d'eau,</i></li><li><i>– (...), achève la réalisation des travaux permettant le confinement de ces eaux.</i></li></ul> <i>(...). »."</i>
<b>Constats :</b> Afin de confiner les eaux d'extinction d'incendie associées à l'aire imperméabilisée de l'atelier, l'exploitant a mis en place un rebord en béton. Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté que cette bordure n'était pas étanche en l'absence de joints entre les blocs de béton.  L'inspection des installations classée a consulté les justificatifs associés au dimensionnement de l'aire imperméabilisée permettant de confiner les eaux d'extinction incendie. Cette aire permet de retenir 275 m <sup>3</sup> d'eau. Néanmoins ces informations n'ont pas été adressées au préfet. Le confinement effectif de l'aire ainsi constituée n'est pas assuré en l'absence des joints entre les blocs de béton.
<b>Observations :</b> Les modalités de détermination du volume d'eau d'extinction incendie à confiner en cas d'incendie sera transmise au préfet <b>dans un délai d'un mois</b> . De même, l'exploitant communiquera au préfet <b>sous un mois</b> les éléments permettant de justifier la finalisation des travaux permettant de confiner les eaux d'extinction (jointage et étanchéité des bordures en béton).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie



**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

"[...]

*L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers annexée à la demande d'autorisation ; a minima la défense extérieure contre un incendie doit répondre aux conditions suivantes :*

- *un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h ; ce débit est nécessaire pendant 2 heures consécutives ; il est mis en œuvre par des moyens tels que :*

**1. soit des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau**, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

**2. soit des réserves d'eau disponibles** pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

*Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.*

*Les moyens de mise en œuvre sont situés à proximité des installations, bâtiments ou stockages présentant un risque d'incendie ; notamment :*

- *le point d'eau incendie le plus proche de l'installation doit se situer à moins de 100 mètres de cette dernière,*
- *les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours),*

[...]

*Pour une éventuelle mise en œuvre de l'eau présente dans la partie en eau de la carrière, une plate-forme d'aspiration doit être réalisée à proximité de la partie en eau ; cette plate-forme doit avoir les caractéristiques suivantes :*

- *surface de 32 m<sup>2</sup> minimum,*
- *aire bétonnée ou réalisée en gravier tassé et stable,*
- *hauteur d'aspiration (différence entre la cote de la plate-forme et la surface du plan d'eau) au maximum de 5,50 m,*
- *bordée par un talus en maçonnerie, ou réalisé en matériau tout venant, du côté de l'eau,*
- *établie en pente douce (2 cm par mètre),*
- *avec signalisation du point d'aspiration,*
- *accessible et utilisable en toutes circonstances.*

[...]"

**Constats :**

L'exploitant a déclaré que le débit d'eau requis est mis en œuvre au moyen des réserves d'eau disponibles sur le site au niveau du plan d'eau dénommé étang Nord.

Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté que :

- *cette réserve d'eau est située à plus de 100 m des installations présentant un risque d'incendie,*
- *aucune plate-forme d'aspiration répondant aux caractéristiques définies dans l'arrêté préfectoral n'est présente.*

Photo de l'emplacement prévu pour cette plate-forme



L'exploitant a indiqué avoir obtenu l'accord des services de secours sur la localisation de la réserve

d'eau au cours d'une réunion, sans que ce dernier ait été formalisé.

**Observations :**

L'exploitant communiquera au préfet **dans un délai de 3 mois** l'accord du SDIS sur la localisation de la réserve en eau et demandera, le cas échéant, une modification de la distance présente dans son arrêté entre cette réserve et les installations, bâtiments ou stockages présentant un risque d'incendie.

L'exploitant présentera dans un **délai d'un mois** son calendrier de réalisation de la plate-forme d'aspiration et réalisera **les travaux de mise en conformité sous 6 mois**.

**Type de suites proposées :** Avec suites – délai 6 mois.

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance des niveaux sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.6.

**Thème(s) :** Surveillance des niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

*"La fréquence des mesures est annuelle :*

- *sur les 4 limites du site (nord, est, sud et ouest),*
- *au niveau des 4 ZER :*

ZER 1	Limite la plus proche du site de la carrière de la Zone d'habitation au sud-ouest de la carrière
ZER 2	Limite la plus proche du site de la carrière de la Zone d'habitation au sud-est de la carrière
ZER 3	Limite la plus proche du site de la carrière de la Zone d'habitation de la commune d'Aspach
ZER 4	Limite la plus proche du site de la carrière de la Zone d'habitation de la commune de Walheim

[...]

*Par ailleurs il sera procédé **dans un délai de 1 an** à une mesure de bruit au niveau des habitations du quartier ouest de la commune de Walheim (état initial et état ambiant):*

- *ce point de mesure fera l'objet d'une concertation préalable avec la commune de Walheim,*
- *la proposition du point de mesure sera portée à la connaissance du préfet,*
- *le rapport de mesure sera également transmis à la commune de Walheim.*

*[...]."*

**Constats :**

La fréquence des mesures associées au niveau sonore est respectée par l'exploitant. L'inspection des installations classées a consulté les rapports des mesures de bruits réalisées les 23/07/2020 et le 22/07/2021.

Toutefois, ces rapports ne prennent pas en compte de mesure au niveau des habitations du quartier ouest de la commune de Walheim.

Comme pour les mesures de vibration, l'exploitant a rencontré la commune de Walheim le 14 septembre 2021 afin de déterminer la position du point de mesure. Ce nouveau point devrait être pris en compte lors de la prochaine campagne de mesure.


**Observations :**

L'exploitant transmettra au préfet dans **un délai de 3 mois** le rapport des mesures sonores effectuées en 2022 et comportant ce nouveau point sur la commune de Walheim.

**Type de suites proposées :** Susceptibles de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention envol de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, articles 2.3.1, 4.1.1, 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.3.1 " [...] <i>Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin. [...].</i> "  Article 4.1.1 " [...] <i>l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses. [...].</i> "  Article 4.1.2 " <i>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</i> - <i>les zones de stockages de matériaux de carrière (produits extraits, des déchets non dangereux inertes) ainsi que les installations de traitement des matériaux font l'objet de mesures telles que l'humidification permettant de réduire les envols de poussières,</i> - <i>les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées; elles sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières,</i> " [...] »
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté l'envol de poussières provenant de la circulation des engins sur les pistes et des installations de traitement des matériaux.  L'exploitant a mentionné qu'il n'avait pas de système d'arrosage en interne à l'entreprise car il fait appel à un sous-traitant pour réaliser ces opérations, mais ce dernier n'est pas disponible.
<b>Observations :</b> L'exploitant communiquera au préfet les dispositions qu'il a mis en place pour prévenir l'envol de poussières sur son site <b>dans un délai d'un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites – délai : 1 mois
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet